



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 11/05/2026

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROFILING

ZI du Vivier
79700 Saint-Pierre-Des-Échaubrognes

Références : 0007202847/2026/213
Code AIOT : 0007202847

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2026 dans l'établissement PROFILING implanté ZI DU VIVIER 79700 St Pierre des Echaubrognes. L'inspection a été annoncée le 22/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROFILING
- ZI DU VIVIER 79700 St Pierre des Echaubrognes
- Code AIOT : 0007202847
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PROFILING a été créée en 1986 sur un site historique différent. Elle a déménagé sur le site actuel, préexistant, en 2006. Les activités sont réalisées dans un bâtiment principal de 3 500 m². Elle est spécialisée dans la transformation des matières plastiques par extrusion. Elle produit des profilés variés de faibles et moyennes sections : porte-étiquette utilisé dans la grande distribution, support de présentoir, profils et pinces, reliure, méplat, ...

L'entreprise emploie 11 salariés.

Elle fonctionne du lundi au jeudi de 7h30 - 17h et le vendredi en deux équipes (7h - 12h / 12h - 17h).

Le site bénéficie d'une déclaration initiale (preuve de dépôt référencée A-4-U4A9C5OB2 du 28/08/2024) au titre des rubriques 2661 et 2662 de la nomenclature des installations classées

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Décret du 02/02/2026	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	3 mois
4	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Annexe 1, point 4.2	Demande d'action corrective	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de faire le point sur la situation administrative du site et de s'assurer que la démarche de prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement est déclinée au sein de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Décret du 02/02/2026, article /
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative
Prescription contrôlée : Mise à jour de la situation administrative
Constats : L'exploitant dispose d'une preuve de dépôt de déclaration ICPE réf.A-4-U4A9C5OB2, du 28 août 2024. Au regard de cette déclaration, l'installation relève du régime de déclaration pour les rubriques 2661.1b (3t/j), 2662-2b (460 m ³). Selon l'exploitant la moyenne des productions quotidiennes est de l'ordre de 2,2 t/j. La capacité de production déclarée de 3t/j correspond à la capacité maximale des 9 extrudeuses du site. Il indique ne pas être classable au titre des rubriques ICPE suivantes au regard des capacités du site (inférieures au seuil de la déclaration) : <ul style="list-style-type: none">- rubrique 2661-2 (transformation mécanique des polymères avec une capacité < 1t/j)- rubrique 2663 (stockage de produits finis, pour une capacité de 300 m³)- rubrique 2560 (travail mécanique des métaux pour la réalisation en interne de moules, avec une puissance totale de 33 kW)- rubrique 1185 (gaz à effet de serre fluorés, pour une capacité de 25 kg). L'exploitant précise limiter sa consommation d'eau en utilisant un circuit de refroidissement en circuit fermé et que les eaux usées industrielles résiduelles sont traitées en tant que déchets. Il ne réceptionne que des granulés plastiques, pas de déchets plastiques. Il indique broyer en interne ses rebuts de production plastique pour recyclage. Seuls les éléments qui chutent au sol sont traités en déchets ultimes car non recyclables. L'exploitant stocke et traite uniquement ses propres déchets. Il n'est donc pas concerné par la rubrique 2714 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719). L'exploitant indique qu'au 20 avril, son stock de matières premières est de 104 tonnes, soit environ 70 m ³ . Il précise que l'état des stocks est tenu à jour tous les 15 jours mais il n'est pas en mesure de présenter un état des stocks sous un format exploitable le jour de la visite. Au regard des volumes stockés et capacités constatés par l'inspection, la situation administrative du site est conforme à la déclaration de l'exploitant. Il est donc soumis aux dispositions de : <ul style="list-style-type: none">- l'arrêté du 14/01/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2660 ou 2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;- l'arrêté du 14/01/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour

la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 (Stockage de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant tient à jour un état des stocks exploitable pour chaque rubrique ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - A compter du 1^{er} janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.</p> <p>II - A compter du 1^{er} janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, son dernier inventaire (en date du 20 avril) indique que les quantités de granulés stockés sur site représentent 104 tonnes de matières premières.</p> <p>De plus, l'exploitant indique que selon les types de granulés, leur granulométrie varie de 2 à 5 mm.</p> <p>Le site est donc bien soumis aux dispositions du décret n°2021-461 du 16/04/2021, applicables à l'ensemble des sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels (GPI) et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi qu'aux aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de ces granulés (Granulés de plastiques industriels : matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm).</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant a remis à l'inspection une procédure intitulée « Procédure de gestion de prévention des pertes de granulés de plastiques industriels », créée le 14/02/2023, mise à jour en dernier lieu le 29/01/2026 (référéncée PR ENV 011 04).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1^{er} janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1^{er} janvier 2021.</p>
Constats : <p>Les livraisons de granulés plastiques sont réalisées par big-bags ou sous la forme de sacs de 25 kg. Dans la mesure où le site produit principalement en petites séries, les modifications de granulés sur les extrudeuses sont quotidiennes et nécessitent beaucoup de manutention en zones d'encours et stockages, qui peuvent être sources de dispersion de granulés.</p> <p>L'exploitant précise que l'intégrité des big-bags qui arrivent sur le site est systématiquement vérifiée.</p> <p>Ils sont positionnés au pied des machines pour alimenter directement les extrudeuses par aspiration via une canne plongée dans le big-bag.</p> <p>L'exploitant indique disposer de moyens adaptés pour le nettoyage du site tels que des kits de nettoyage (balai brosse, pelle et balayette), d'un aspirateur industriel et d'une balayeuse autoportée manuelle et de moyens techniques fixes permettant de prévenir les pertes de granulés au moment des opérations de transfert ou lors des utilisations.</p> <p>L'inspection a constaté la présence très ponctuelle de granulés au sol :</p> <ul style="list-style-type: none">- à l'intérieur des bâtiments, au niveau des zones difficilement accessibles au nettoyage.- sur les zones de chargement / déchargement extérieure : sous la benne à déchets et au niveau du auvent de stockage des rebuts broyés. <p>Toutefois les surfaces sur lesquelles s'effectuent les opérations de déchargement et de presse sont largement imperméabilisées et disposent d'avaloirs d'eaux pluviales qui sont équipés de dispositif de récupération spécifique (grilles à maillage fin au niveau des avaloirs d'eau pluviale présents dans les zones extérieures de manipulation des granulés, nettoyées chaque semaine).</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de rejet d'eaux industrielles dans le milieu naturel.</p> <p>Selon l'exploitant, le nettoyage est régulier (hebdomadaire) et un audit interne est réalisé par semestre.</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité de ses audits internes et de ses actions de nettoyage.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant met en œuvre des mesures complémentaires de récupération des granulés plastiques à la source et complète les dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement notamment pour les surfaces sur lesquelles la présence de granulés a été constatée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>a) L'identification des zones est formalisée dans la procédure intitulée « Procédure de gestion et de prévention des pertes de GPI » du 29/01/2026 (référéncée PRE ENV 001 04). En revanche, l'inspection a constaté que les déchets broyés emballés ne sont pas stockés à l'endroit indiqué par le plan. En effet, selon l'exploitant, le fond de plan sur lesquelles les zones sont implantées n'est plus à jour.</p>

<p>b) Les big-bags sont systématiquement contrôlés à l'arrivée et peuvent-être refusés s'ils arrivent trop abîmés. Si besoin, les bigs-bags sont réparés et marqués par une affichette pour que les opérateurs y apportent une attention particulière lors de leur manipulation.</p> <p>c) La procédure PRE ENV 001 04 précitée prévoit un ramassage fréquent (quotidien) et en cas d'épandage.</p> <p>d) La périodicité de nettoyage des grilles a été fixée à 1 semaine (filtres extrudeuses et extérieurs).</p> <p>e) La liste des équipements est précisée dans la procédure PRE ENV 001 04 précitée. Elle précise leur fréquence de contrôle semestrielle.</p> <p>f) Selon l'exploitant les actions de formation et de sensibilisation ont été réalisées. L'exploitant assure la traçabilité des formations (initiale en 2023 puis nouveaux arrivants au fil de l'eau) L'inspection a constaté l'affichage, aux différents postes de travail et à destination des transporteurs, de consignes liées à la prévention des pertes de GPI.</p> <p>g) L'exploitant a présenté les grilles d'audits internes semestriels qui contiennent notamment la traçabilité des actions correctives réalisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met à jour le plan des installations du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de</p>

<p>management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission.</p> <p>L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.</p> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé l'audit initial GPI (rapport APAVE du 23/08/23, référencé 461578 - 29953).</p> <p>L'inspection a constaté la publication de leur attestation de conformité sur le site internet de l'exploitant («Attestation N°461578» valable du 29/08/2023 au 28/08/2026).</p> <p>En revanche, cette publication n'intègre pas la synthèse des résultats de l'audit sur leur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mentionne explicitement la synthèse de l'audit de la société APAVE sur son site internet afin de permettre une bonne information du public.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Annexe 1, point 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. <p>Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que l'accès à au moins deux extincteurs n'était pas assuré dans la zone de stockage.</p> <p>Les étiquettes apposées sur les extincteurs font état du dernier contrôle annuel de décembre 2025.</p> <p>L'exploitant a présenté le compte-rendu Q4 établi par la société AES (Anjou Extincteurs Services)</p>

du 19/12/2025 qui conclut que l'installation est conforme aux exigences du référentiel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant garantit en permanence l'accès facile aux moyens de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois